PROTOCOLE FONCIER

ENTRE :

La communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, représentée par son Président en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté, en vertu d'une délibération du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole N°
en date du

D'UNE PART

ET

Monsieur Jean-Luc Christian SALELLES – né à Marseille le 8 Août 1971.
Madame Carole Valérie Marie DELLOS, son épouse – née à Rognac
le 20 Mai 1967.

D'AUTRE PART

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE

La Ville de Marignane a délivré le permis de construire N° 13054 02F 0093 le 24 février 2003 et a demandé en application de cette réglementation la cession de 50 m² environ de terrain nécessaire à la création d'une voie nouvelle prescrite par le Plan Local d'Urbanisme, aux propriétaires de l'assiette foncière sise Quartier des Beugons, cadastrée Section CP N° 447, Monsieur et Madame SALELLES, au terme d'un acte du 16 février 2009 aux minutes de Maître SAIGNOL, Notaire à CARRY LE ROUET.

Cette opération nécessite également l'acquisition d'une bande de terrain supplémentaire de 73 m² afin de réaliser ce projet tel que prévu sur le Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune de Marignane.

L'ensemble des travaux impacte donc la propriété Monsieur et Madame SALELLES, cadastrée Section CP N° 447 dans sa totalité pour une superficie de 123 m² dont 50 m² au titre de cession gratuite et 73 m² à titre onéreux pour un montant de 12 410 euros, conformément à l'avis de France Domaine.

Ceci exposé, les parties ont convenu de réaliser l'accord suivant :

ACCORD

I – CESSION

ARTICLE 1 – 1

Monsieur et Madame SALELLES cèdent dans le cadre des dispositions de l'article R 332-15 du Code de l'Urbanisme à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole qui l'accepte la parcelle cadastrée Section CP N° 447 d'une superficie de 123 m², teintées en jaune sur le plan ci-joint. Précision étant ici faite que cette emprise comporte une cession onéreuse supplémentaire de 73 m² pour un montant de 12 410 euros conforme à l'avis de France Domaine.

ARTICLE 1 – 2

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole prendra le bien cédé dans l'état où il se trouve.

A cet égard, les vendeurs déclarent expressément que le bien est libre de toute occupation.

En outre, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole prendra le bien avec les servitudes qui peuvent le grever. A cette occupation, les vendeurs déclarent ne pas avoir créé de servitudes et n'en connaître aucune.

ARTICLE 1-3

Les vendeurs déclarent que le bien est libre de tous obstacles légaux, contractuels ou administratifs et qu'il n'est grevé d'aucun droit réel ou principal.

A défaut, les vendeurs s'engagent à la signature de l'acte à obtenir la main levée de toutes hypothèques.

Les vendeurs déclarent que le bien est libre de toutes inscriptions, transcriptions, publications ou mentions pouvant porter atteinte aux droits de l'acquéreur et, que d'une manière générale, il n'existe aucun obstacle d'ordre conventionnel, judiciaire ou légal à la libre disposition de l'immeuble.

ARTICLE 1 – 4

Monsieur et Madame SALELLES s'engagent s'ils viennent à hypothéquer ou aliéner le bien, à informer les acquéreurs ou créanciers de l'existence du présent protocole et ce jusqu'à l'intervention de l'établissement de l'acte authentique le réitérant.

II – CLAUSES GENERALES :

ARTICLE 2 - 1

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole prendra à sa charge les frais relatifs à l'établissement de l'acte authentique réitérant le présent protocole.

ARTICLE 2 – 2

Le présent protocole sera réitéré par le biais d'un acte authentique chez un des notaires de Marseille Provence Métropole, à sa charge, que le vendeur s'engage à venir signer à la première demande.

ARTICLE 2 - 3

Le présent protocole foncier ne sera valable qu'après son approbation par les assemblées délibérantes de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et notification.

Fait a Marseille,le

Les vendeurs

Pour le Président
De la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole
Représentée par
Son 5^{ème} Vice-Président en
Exercice, agissant par délégation
Au nom et pour le compte de
Ladite Communauté.

M et Mme SALELLES

André ESSAYAN